

**NOUVELLES
CONVERSATIONS**

2.0

Économie
Immigration
Communautés



Saint-Quentin/ Kedgwick en 2040

Document de planification
pour la croissance démographique

PRÉPARÉ PAR Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick

MARS 2021

Table des matières

INTRODUCTION : SAINT-QUENTIN / KEDGWICK EN 2040	3
● Considérations relatives à la Covid-19	4
● La nécessité d'un plan de croissance démographique	4
● Pérenniser notre système de soins de santé et nos services publics de haute qualité	5
○ Les soins de santé comme exemple	6
● Pérenniser le système scolaire de la maternelle à la 12 ^e année	6
○ L'immigration et les élèves de la maternelle à la 12 ^e année : un modèle	7
● Collectivités locales fortes = économie provinciale forte	9
● Plan d'activités pour le Nouveau-Brunswick et les collectivités locales	9
● Pourquoi cibler 2040 ?	11
● D'où viendra la nouvelle population ?	11
LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DANS LE COMTÉ DE RESTIGOUCHE JUSQU'EN 2040 : TROIS SCÉNARIOS	13
● Pénurie de main-d'œuvre à l'horizon : comté de Restigouche	14
● Résumé des trois scénarios de croissance démographique	14
● Méthodologie : Prévission de la croissance démographique	15
● Scénario 1 : Tendence actuelle relative à la population et à la main-d'œuvre	16
○ Conséquences liées au scénario n° 1	17
● Scénario 2 : Croissance de la population nécessaire au maintien de la main-d'œuvre actuelle	17
○ Conséquences liées au scénario n° 2	18
● Scénario 3 : Croissance de la population pour accroître la main-d'œuvre	18
○ Conséquences liées au scénario n° 3	19
VERS UN PLAN DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE POUR LA RÉGION DE SAINT-QUENTIN/KEDGWICK	20
● Attirer des personnes	21
● Un nombre suffisant de logements	22
● Axer les efforts sur la rétention	23
CONCLUSION	24
ANNEXE A : SOURCES ET MÉTHODOLOGIE	25

INTRODUCTION

Saint-Quentin/ Kedgwick en 2040

Ce rapport vise à expliquer l'importance de la croissance démographique à Saint-Quentin / Kedgwick dans les années à venir afin que la municipalité puisse avoir suffisamment de travailleurs pour répondre aux besoins locaux et fournir des talents pour la croissance de nouvelles industries. Il vise également à démontrer que les dirigeants locaux doivent directement participer au travail de planification de la croissance démographique et au travail nécessaire pour assurer la croissance de l'économie régionale dans les années à venir.

Les prévisions de croissance démographique présentées dans ce rapport concernent le comté de Restigouche. Prévoir la croissance démographique à l'échelle d'un comté est un exercice compliqué, et à l'échelle des sous-comtés, la tâche est presque impossible. Le présent rapport souligne cependant certaines tendances démographiques et présente des industries de la région de Saint-Quentin / Kedgwick qui pourraient en subir les conséquences. Aux fins du présent rapport, la région de Saint-Quentin / Kedgwick comprend le village de Saint-Quentin, la communauté rurale de Kedgwick, la paroisse de Saint-Quentin et la paroisse d'Eldon.

Considérations relatives à la Covid-19

La pandémie de Covid-19 a eu diverses conséquences sur l'économie et la population du Nouveau-Brunswick. Certaines de ces conséquences sont temporaires, comme une baisse de la demande de certains biens et services ou de la fréquentation des transports publics ; d'autres en revanche seront peut-être plus permanentes, comme le travail à domicile. La pandémie n'a cependant pas modifié la situation démographique globale du Nouveau-Brunswick. En effet, sans une augmentation significative de la population, il n'y aura pas assez de travailleurs pour répondre à la demande de main-d'œuvre, maintenant et à l'avenir.

La nécessité d'un plan de croissance démographique

Le Nouveau-Brunswick n'a jamais pris de mesures significatives pour accroître sa population. Le taux d'accroissement naturel de la population était élevé (beaucoup plus de naissances que de décès), et le nombre de personnes quittant la province au cours d'une année donnée était supérieur au nombre d'arrivants. On a donc supposé qu'il n'était pas nécessaire de mettre en place des mesures visant à attirer des personnes au Nouveau-Brunswick.

Des personnes de l'extérieur (originaires du Canada et de l'étranger) se sont bien sûr établies dans la province. En 2016, selon Statistique Canada, 160 personnes âgées de cinq ans et plus vivant dans la région de Saint-Quentin/Kedgwick ne résidaient pas au Nouveau-Brunswick cinq ans plus tôt. Ces personnes n'ont cependant pas permis, à elles seules, de compenser le nombre de personnes quittant la province ainsi que le taux de croissance naturelle négatif de la population (les naissances moins les décès). La population de la région de Saint-Quentin/Kedgwick a donc légèrement diminué entre 2011 et 2016, alors que la population des plus de 55 ans a considérablement augmenté. Depuis 2016, la population de la région de Saint-Quentin / Kedgwick a légèrement diminué, passant d'environ 6 500 personnes en 2016 à environ 6 400 en 2020.

Pendant des dizaines d'années, la quasi-totalité des efforts liés au développement économique, au Nouveau-Brunswick, a consisté à essayer de convaincre les entreprises locales ainsi que les sociétés nationales et internationales d'investir dans la province. De plus en plus cependant, l'accent est mis sur la réduction des écarts croissants liés à la main-d'œuvre en tant que condition préalable aux investissements de l'industrie. La région de Saint-Quentin/Kedgwick ne fait pas exception.

La région compte 320 employeurs, dont 30 dans le secteur de la vente au détail, 28 dans le secteur de la construction, 30 dans les transports, 23 dans l'hébergement et la restauration et 19 dans les services à la personne. Il y a 41 entreprises qui produisent du sirop d'érable et qui ont des employés, ainsi que six sans employés. Ces entreprises emploient en tout quelque 300 personnes pendant la saison de pointe. Faire en sorte que les industries locales disposent de la main-d'œuvre dont elles ont besoin, non seulement pour pouvoir poursuivre leurs activités, mais également pour se développer, doit constituer pour la région une priorité dans les années à venir.

Pérenniser notre système de soins de santé et nos services publics de haute qualité

Quel est le lien entre la croissance démographique et la qualité des services publics au Nouveau-Brunswick? La réponse est simple : il faut un nombre suffisant de contribuables pour que l'assiette fiscale permette de financer durablement les soins de santé et les autres services publics. Comme le montre la figure 1, les personnes âgées de 45 à 54 ans se trouvent à un âge où leur taux d'imposition est le plus élevé. Le contribuable moyen âgé de 65 ans et plus paie 46 % moins d'impôt sur le revenu que le contribuable moyen âgé de 45 à 54 ans. Il ne s'agit pas ici de critiquer les Néo-Brunswickois âgés, ces derniers ayant eux aussi contribué plus que la moyenne des contribuables à un moment donné de leurs années d'activité. Étant donné que le nombre de personnes partant à la retraite augmente chaque année, il n'y a pas assez de jeunes pour les remplacer ou pour fournir des talents aux industries qui se développent.

Dans la région de Saint-Quentin/Kedgwick et ailleurs dans la province, la baisse de la population menace la qualité et la durabilité des services et des infrastructures publics dans les années à venir.

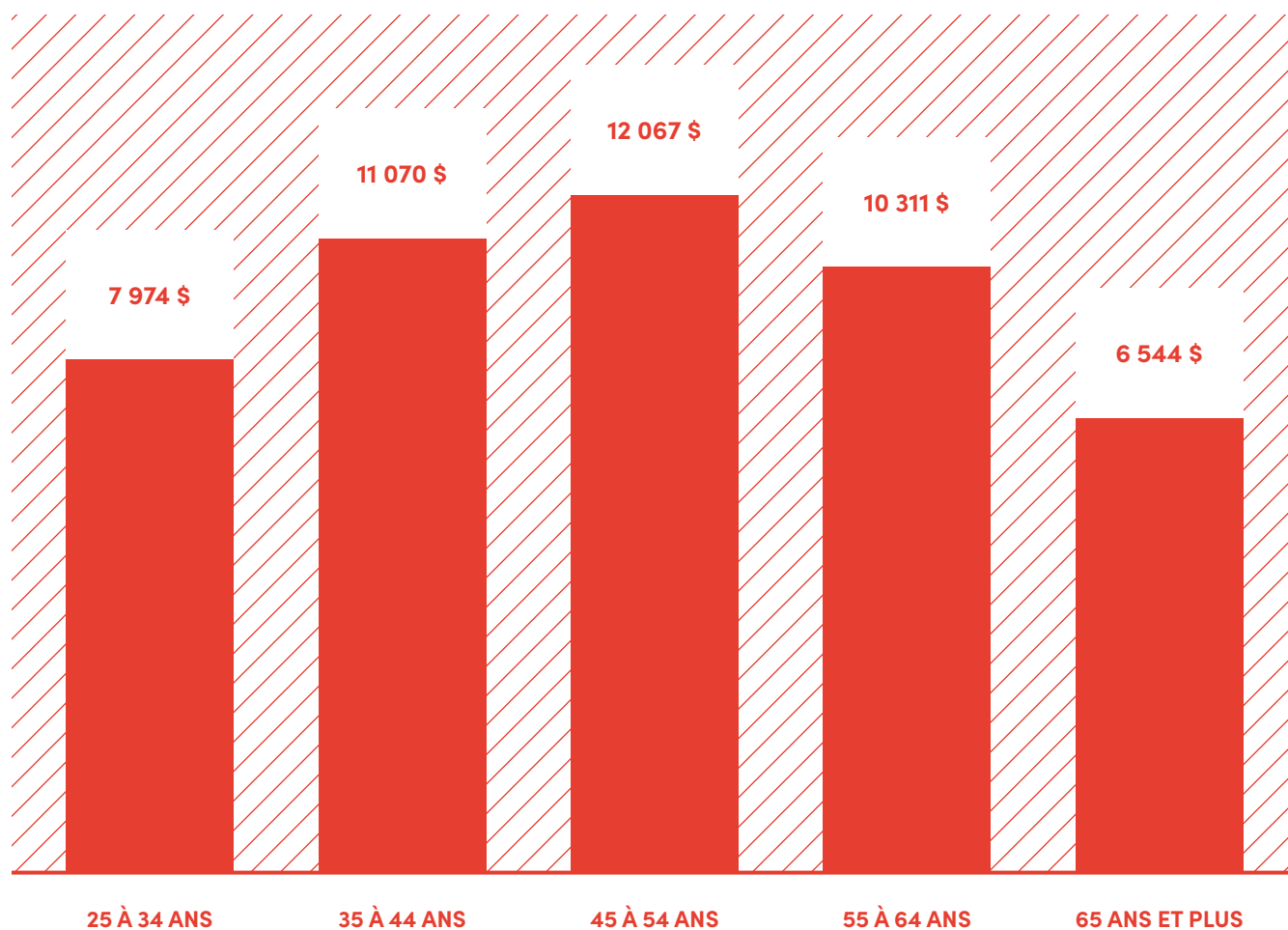


Figure 1 : Impôt sur le revenu moyen payé par tranche d'âge, Nouveau-Brunswick (2017)
*Nouveau-Brunswick (2017). Statistique Canada, Tableau 11-10-0051-01

LES SOINS DE SANTÉ COMME EXEMPLE

En 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a consacré 3,2 milliards de dollars aux soins de santé et aux soins de longue durée pour les personnes âgées. Ne serait-ce qu'en raison du vieillissement de la population, les dépenses liées aux soins de santé et aux soins de longue durée des personnes âgées devraient être de 4,4 milliards de dollars en 2034, soit une augmentation de 1,2 milliard de dollars. Cette augmentation ne tient pas compte de l'inflation ou d'autres pressions, comme la hausse des coûts liée aux médicaments sur ordonnance.

En raison du vieillissement de la population, la facture globale liée aux soins de santé et aux soins de longue durée pour les personnes âgées pourrait passer de 35 % du budget en 2016 à 49 % d'ici 2034.

Pour mettre les choses en perspective, 1,2 milliard de dollars, c'est plus que ce que le gouvernement du Nouveau-Brunswick consacre chaque année à l'éducation des enfants de la maternelle à la 12^e année. Il s'agit également presque du double du montant que le gouvernement consacre à l'éducation postsecondaire et la formation, de cinq fois plus que les dépenses liées à la sécurité publique, et de trois fois et demie plus que le budget annuel du ministère des Transports et de l'Infrastructure.

Les efforts visant à accroître la population du Nouveau-Brunswick, et donc la main-d'œuvre, ne permettront pas à eux seuls de résoudre le problème, mais ils y contribueront grandement. Attirer des jeunes au Nouveau-Brunswick permettra :

- permettra de faire en sorte qu'il y ait suffisamment de travailleurs pour répondre aux demandes de l'économie provinciale et fournir des travailleurs pour la croissance future ;
- n'alourdira pas le système de santé de façon significative ;
- contribuera à obtenir des recettes fiscales suffisantes pour financer durablement les services publics et les investissements dans les infrastructures publiques.

Pérenniser le système scolaire de la maternelle à la 12^e année

Pour la région de Saint-Quentin/Kedgwick, l'élaboration d'un plan de croissance démographique vise avant tout à pouvoir répondre à la demande de main-d'œuvre dans un avenir prévisible, à la fois pour remplacer les départs à la retraite et fournir une main-d'œuvre pour les industries et les entreprises en croissance.

Attirer des personnes dans la région offre de nombreux autres avantages. En effet, plus la population augmente, plus la demande liée aux biens et aux services locaux augmente aussi ; il en va de même pour les recettes fiscales ainsi que le nombre de jeunes de la maternelle à la 12^e année, lesquels feront partie de la main-d'œuvre du futur.

Comme le montre la figure 2, tous les comtés de la province ont connu une baisse de la population entre 0 et 19 ans au cours des 30 dernières années, à l'exception du comté de Westmorland. La plupart des régions ont connu une baisse significative, dix comtés enregistrant une diminution d'au moins 30 %. Cette situation a entraîné des fermetures d'écoles et des regroupements ainsi qu'un certain nombre de défis liés à l'éducation publique dans toute la province.

Autrement dit, il faut un bassin de talents plus important, de la maternelle à la 12^e, pour pouvoir remplacer les départs à la retraite, mais le système scolaire produit de moins en moins de diplômés. Selon Statistique Canada, le nombre de personnes de moins de 20 ans au Nouveau-Brunswick devrait encore baisser de 11 % d'ici 2034.

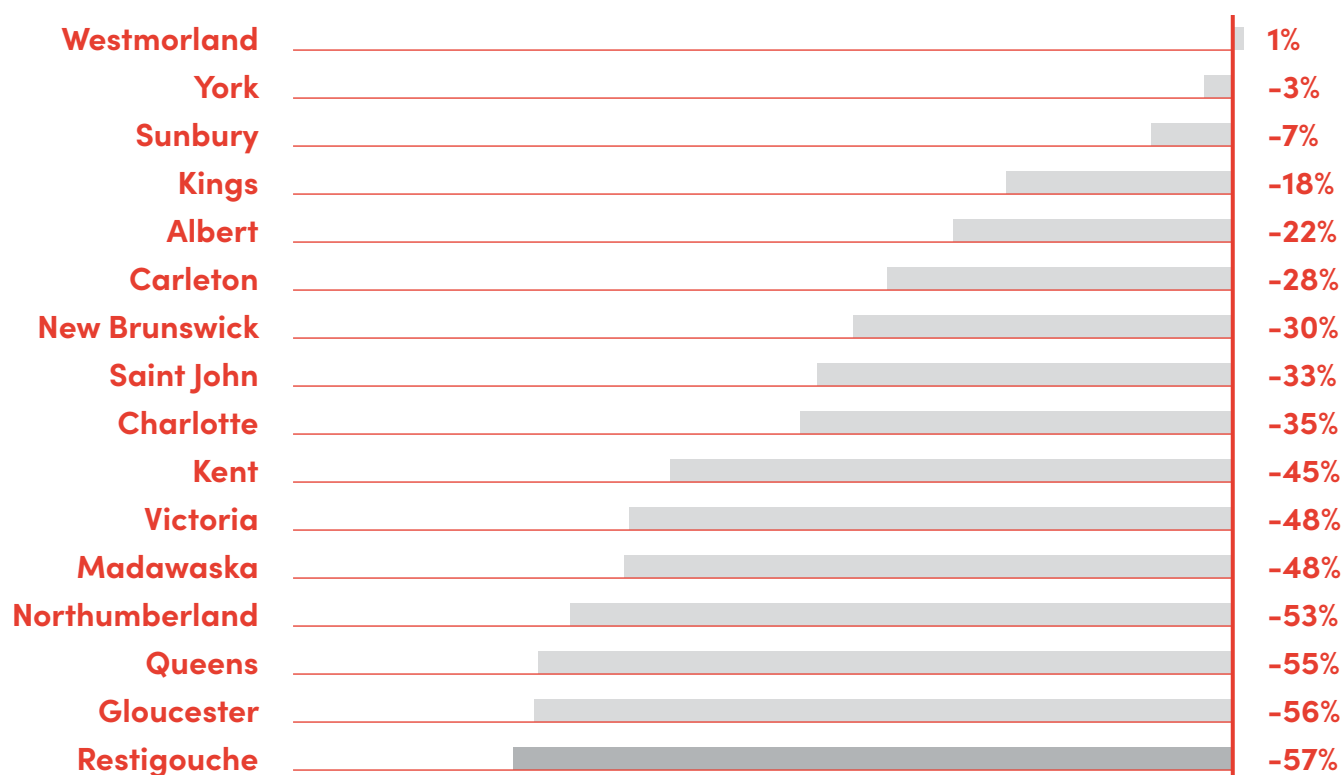


Figure 2 : Variation en pourcentage de la population de 0 à 19 ans (1988-2018), par comté

Source : Statistique Canada.

L'immigration et les élèves de la maternelle à la 12^e année : un modèle

En continuant d'attirer de jeunes immigrants dans la province, le N.-B. aidera non seulement à réduire la baisse du nombre d'élèves de la maternelle à la 12^e année, mais également à augmenter cette population. Nous pourrions assister à un repeuplement des écoles à travers la province, ce qui permettrait d'avoir une main-d'œuvre potentielle importante dans les années 2030 et 2040.

L'exemple ci-dessous est fondé sur une augmentation significative du nombre d'immigrants dans les années à venir, ce qui ferait passer le nombre d'élèves immigrants (et d'élèves étrangers¹) de 6 700 en 2019-2020 à plus de 19 800 d'ici 2030-2031.

Hypothèses relatives au modèle :

- Le nombre de base relatif à l'inscription d'élèves immigrants/étrangers de la maternelle à la 12^e année est de 6 700 (en 2019/2020).
- Nouveaux immigrants (tous les groupes d'âge) : 5 000 en 2019-2020, passant à 7 500 d'ici 2023-2024, et 10 % par an par la suite.
- Le taux de rétention des immigrants sera de 85 %.
- 22 % des nouveaux immigrants auront l'âge d'élèves de la maternelle à la 12^e année (ce qui correspond aux niveaux actuels).
- Taux de fécondité chez les femmes immigrantes : 2 enfants par femme.

Compte tenu de ces hypothèses, les conséquences liées à l'intégration d'immigrants dans le système éducatif (de la maternelle à la 12^e année) sont illustrées à la figure 3. Le nombre d'élèves de la maternelle à la 12^e année nés au Canada (à l'exclusion des immigrants) continue de baisser, passant de 90 500 en 2019-2020 à 83 900 d'ici 2029-2030, cette baisse étant cependant plus que compensée par les nouveaux arrivants. Le nombre d'élèves immigrants et étrangers grimpe à plus de 13 800 d'ici 2024-2025 et à 19 840 d'ici 2029-2030. Ce scénario constitue une vision réaliste de l'immigration et de ses conséquences pour le système éducatif de la maternelle à la 12^e année.

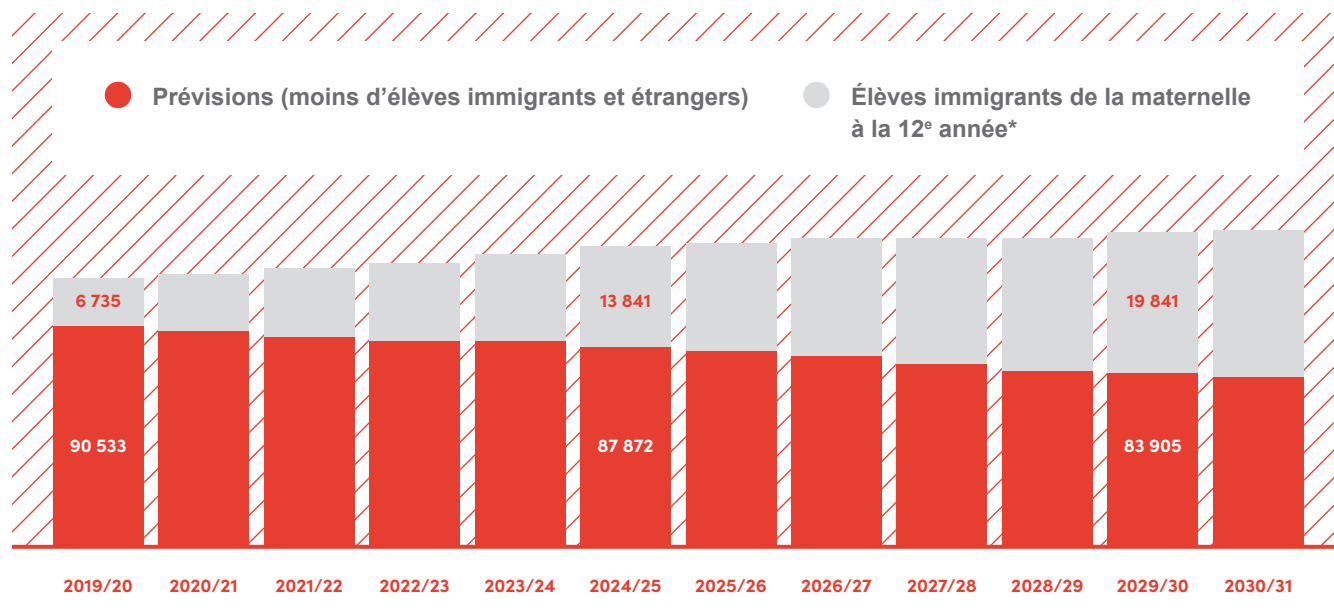


Figure 3 : Effets prévus des immigrants sur le nombre d'élèves de la maternelle à la 12^e année au N.-B.

Sources : Chiffres de référence fournis par le GNB pour 2019-2020. Modèle de prévision basé sur les hypothèses présentées à l'annexe A.

¹ Le Nouveau-Brunswick intègre chaque année des centaines d'élèves étrangers dans son système scolaire (de la maternelle à la 12^e année) grâce entre autres à l'initiative Atlantic Education International.

Collectivités locales fortes = Une économie provinciale forte

Au Nouveau-Brunswick, la population et la main-d'œuvre augmentent dans quelques villes et villages seulement. Chaque région de la province devrait donc se doter d'une stratégie de croissance économique et d'un plan de croissance démographique correspondant. Les régions ne possèdent pas toutes le même potentiel de croissance, mais chacune d'elles devrait mettre des mesures en place pour que le nombre de leurs habitants permette de répondre à la demande de main-d'œuvre dans les années à venir.

La baisse de la population entraînera une diminution des services publics et privés. Si les employeurs ne peuvent pas trouver de travailleurs, ils déplaceront leur entreprise ailleurs, ce qui pourrait avoir des effets à long terme sur les petites et moyennes collectivités comme celles de la région de Saint-Quentin/Kedgwick, de même que compromettre le dynamisme économique des centres-villes.

Au Nouveau-Brunswick, chaque collectivité devrait se poser la question suivante : Quelle collectivité voulons-nous avoir dans 10, 15 ou 20 ans ? Les décisions prises maintenant auront des conséquences pour la province pendant des décennies.

Plan d'activités pour le Nouveau-Brunswick et les collectivités locales

Ce document présente des arguments relatifs à l'élaboration d'un plan de croissance démographique pour la région de Saint-Quentin/Kedgwick. La croissance démographique ne devrait cependant pas constituer le seul objectif des administrations municipales et régionales, car de nombreuses autres mesures connexes devront être mises en place pour que le comté puisse prospérer au cours des vingt prochaines années, comme les efforts visant à exploiter les possibilités de développement économique, à attirer des entrepreneurs et à s'assurer qu'il y a suffisamment de logements pour répondre aux besoins d'une population plus jeune et croissante ainsi qu'au nombre croissant de retraités.

LES COLLECTIVITÉS DOIVENT S'INVESTIR

Traditionnellement, le rôle des administrations municipales, au Nouveau-Brunswick, se limite à certains services, comme l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées, la gestion des déchets et la sécurité publique. Aujourd'hui, cependant, on leur demande de prendre part à un éventail beaucoup plus large d'activités, notamment le développement économique, la promotion du tourisme, l'attraction et la rétention des personnes, le marketing communautaire et les activités destinées à améliorer la qualité de vie (Figure 4).

Il faut que toutes les collectivités et les régions contrôlent davantage leur destin et ne se contentent pas d'attendre le déclin inévitable de leur population et ses conséquences. Il faut à la fois un plan de croissance démographique locale/régionale et un plan de durabilité économique.

Il faut que toutes les collectivités et les régions contrôlent davantage leur destin et ne se contentent pas d'attendre le déclin inévitable de leur population et ses conséquences. Il faut à la fois un plan de croissance démographique locale/régionale et un plan de durabilité économique.

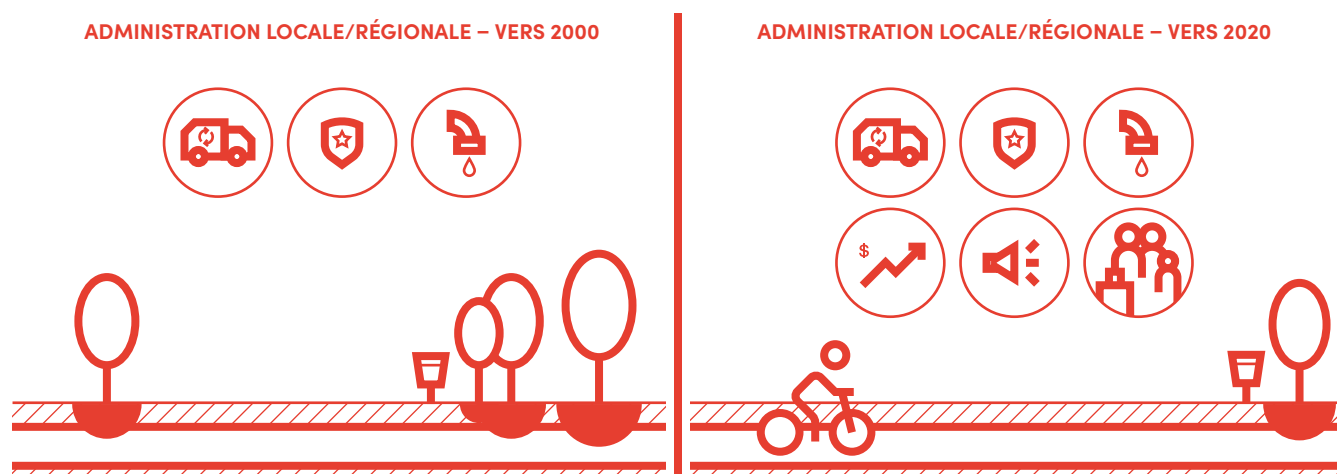


Figure 4 : Évolution des exigences pour les administrations locales et régionales

LE BUT : UN PARTENARIAT PLUS FORT ENTRE LES ADMINISTRATIONS LOCALES ET LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

L'autonomisation des administrations locales et régionales ne signifie pas un amoindrissement du rôle pour le gouvernement provincial, mais un partenariat plus solide pour aller de l'avant, un partenariat plus efficace dans le cadre duquel le gouvernement s'associe aux dirigeants des collectivités locales et aux chefs d'entreprise afin d'élaborer des plans pour favoriser la croissance économique, attirer des personnes, s'assurer qu'il y a des logements adéquats et travailler en collaboration sur d'autres aspects visant à améliorer la qualité de vie et les possibilités.

À QUOI RESSEMBLE UN « PLAN D'ACTION » LOCAL?

Pour la région de Saint-Quentin/Kedgwick, un plan d'action permettrait de rassembler les divers éléments qui influeraient sur la croissance future et la viabilité de la région. Ces éléments sont :

- Une bonne compréhension des besoins du marché du travail pour soutenir les personnes quittant la main-d'œuvre et favoriser la croissance.
- À l'avenir, quelles industries ont le potentiel de se développer dans la région ?
- Quel niveau de migration intérieure faut-il pour soutenir le développement économique ?
- Quels sont les obstacles à l'attraction de personnes (p. ex., logement, infrastructure de soutien locale, formation linguistique, etc.) ?

Avant tout, le « plan d'action » doit être ambitieux. Faire croître une économie régionale n'est peut-être pas facile, mais il faut faire l'effort.

Pourquoi cibler 2040 ?

Pour le Nouveau-Brunswick, les vingt prochaines années sont critiques. Depuis les années 1950, la province a réalisé d'importants progrès économiques. L'écart de revenu entre le Nouveau-Brunswick et le reste du Canada s'est rétréci. Le nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté a considérablement diminué. Le chômage structurel a à ce point baissé que de nombreuses industries peinent à trouver des travailleurs. Les infrastructures publiques, comme les autoroutes, les ponts, les aéroports, les écoles et les hôpitaux, se sont beaucoup améliorées par rapport à il y a 40 à 50 ans.

La province est cependant à la croisée des chemins. En effet, depuis 2007, l'économie n'a augmenté que de 0,5 % par an après plusieurs décennies de croissance à 2,5 %². Il est devenu évident que l'évolution démographique constitue la principale raison de cette faible performance économique.

2040 sera propice à la réflexion. En effet, si après vingt ans nous avons réglé nos problèmes démographiques, développé de nouvelles industries et pris le virage de l'énergie verte, le Nouveau-Brunswick s'en trouvera plus fort et plus prospère. Dans le cas contraire, les vingt prochaines années décennies constitueront une période difficile pour la population du Nouveau-Brunswick, car les gouvernements devront prendre des décisions sur les écoles à fermer, les services de santé à regrouper ainsi que les routes et les ponts ne pouvant plus être entretenus.

Ailleurs au pays, l'Ouest canadien, en particulier l'Alberta et la Saskatchewan, devra opérer une transition pour s'éloigner de la production pétrolière et gazière. D'autres provinces seront confrontées à leurs propres défis. Il est probable que la capacité du gouvernement fédéral à accorder plus de fonds aux services publics au Nouveau-Brunswick s'affaiblisse. Le moment est donc venu d'intervenir et de prendre davantage le contrôle de notre destin.

D'où viendra la nouvelle population?

La nouvelle population pourrait venir d'ailleurs au Nouveau-Brunswick ou du reste du Canada. La région offre de nombreuses options aux personnes souhaitant s'installer dans une région rurale.

La pénurie croissante de main-d'œuvre a cependant eu des conséquences sur le reste du Nouveau-Brunswick, rendant ainsi plus difficile d'attirer les personnes désireuses de vivre dans des villes plus petites ou à la campagne.

Depuis 2013, partout au Canada, la croissance nette de la population active est attribuable aux immigrants. Le nombre de personnes nées au Canada, présentes dans la population active, était de 14,47 millions en 2019,

² Croissance du produit intérieur brut (PIB) réel.

soit à peu près la même proportion qu'en 2013, c'est-à-dire 14,48 millions. En revanche, le nombre d'immigrants reçus présents au sein de la population active a augmenté de plus d'un million au cours de la même période (ce qui représente un taux de croissance de 25 %). Si le Nouveau-Brunswick avait attiré sa « part » de travailleurs immigrants au cours de la même période, la main-d'œuvre provinciale aurait augmenté plutôt que diminué, comme cela a été le cas entre 2013 et 2019.

Dans les années à venir, tout plan de croissance démographique de la région de Bathurst devrait donc être avant tout axé sur les immigrants.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DANS COMTÉ DE RESTIGOUCHE JUSQU'EN 2040 :

Trois scénarios

Pénurie de main-d'œuvre à l'horizon : comté de Restigouche

Selon Statistique Canada, le comté de Restigouche comptait en 2020 environ 5 100 personnes âgées de 0 à 19 ans, ce qui représente essentiellement le nombre maximum de personnes vivant actuellement dans la région susceptibles d'intégrer la population active au cours des vingt prochaines années. Selon Statistique Canada, cependant, environ 80 % des personnes âgées de 20 à 35 ans font réellement partie de la population active, ce qui représente environ 4 100 personnes.

Compte tenu des estimations de 2020 relatives à la main-d'œuvre pour le comté de Restigouche, il est probable qu'environ 7 000 personnes quitteront la population active au cours des vingt prochaines années en raison des départs à la retraite. Comme le montre le tableau 1, la pénurie de main-d'œuvre potentielle est de 2 900 personnes, et ce sans tenir compte des migrations.

TABLEAU 1 : PÉNURIE POTENTIELLE DE MAIN-D'ŒUVRE D'ICI 2040, MARCHÉ DU TRAVAIL FERMÉ, COMTÉ DE RESTIGOUCHE

Entrants potentiels	+4 100
Sorties prévues	<u>-7 000</u>
Écart	-2 900

Résumé des trois scénarios de croissance démographique

Le tableau suivant présente trois scénarios de croissance et de déclin de la population au cours des vingt prochaines années pour le comté de Restigouche. Ces scénarios sont fondés sur les hypothèses ci-dessous. Pour les deux scénarios de croissance, nous supposons que la population entrante soit majoritairement en âge de travailler. Dans l'un des scénarios, le comté attire un nombre beaucoup plus élevé de retraités, ce qui ne règle en rien les problèmes à venir en lien avec la main-d'œuvre.

SCÉNARIO	RÉSULTAT PRÉVU	CONSÉQUENCES
1. Trajectoire actuelle	<ul style="list-style-type: none"> La population actuelle, qui est de 30 800, devrait passer à 28 900 d'ici 2040 (-6 %). La population active actuelle, qui est de 13 900, devrait passer à 9 400 d'ici 2040 (-32 %). 	<ul style="list-style-type: none"> Les industries (p. ex. fabrication, services, etc.) qui ne nécessitent pas une présence physique dans le comté risquent de s'installer ailleurs. Ce qui affaiblira l'économie locale et l'assiette fiscale.
2. Maintenir la main-d'œuvre actuelle	<ul style="list-style-type: none"> La population doit passer à 36 300 habitants d'ici 2040 (+18 %). La main-d'œuvre reste à environ 13 900 personnes. 	<ul style="list-style-type: none"> À lui seul, le maintien au cours des vingt prochaines années du nombre actuel de personnes actives entraînera probablement une baisse du nombre de travailleurs pour les industries axées sur les exportations. Le comté devra attirer chaque année des centaines de personnes en plus. La région de Saint-Quentin/Kedgwick devra avoir un taux de croissance démographique jamais vu depuis les années 1970.
3. Augmenter la main-d'œuvre de 0,5 % par an	<ul style="list-style-type: none"> La population doit passer à 40 000 habitants d'ici 2040 (+30 %). La main-d'œuvre passe à 15 300 personnes. 	<ul style="list-style-type: none"> La population devra augmenter de 9 200 habitants. Le comté devra ajouter à sa population 460 habitants par an en moyenne afin de pouvoir atteindre cette croissance démographique.

Méthodologie : prévision de la croissance démographique

Prévoir la croissance démographique à l'échelle de la région est un exercice compliqué. En effet, divers facteurs influent sur l'évolution d'une population, comme la croissance naturelle de la population (les naissances moins les décès), la migration intraprovinciale nette (vers et depuis la province), la migration interprovinciale nette (vers et depuis le reste du pays), l'immigration (personnes venant d'autres pays) et l'émigration (personnes s'installant dans d'autres pays).

En ce qui concerne nos trois scénarios, nous avons élaboré un modèle à partir de la méthodologie et des paramètres suivants :

- **Données de base sur la population et la main-d'œuvre** : Population et main-d'œuvre en 2020, estimées à partir des tableaux de Statistique Canada.

- **Participation de base au marché du travail** : Afin de maintenir une régularité jusqu'en 2040, nous avons tenu compte du taux de participation au marché du travail par tranche d'âge de cinq ans (à partir du recensement). Le taux de participation correspond au taux représentant la population active exprimée en pourcentage de la population. Pour le comté de Restigouche, il s'agit de 44,7 % des 15 à 19 ans, de 84,3 % des 35 à 44 ans, et de 17 % des 65 à 69 ans.
- **Prévisions de base relatives à la croissance démographique** : Statistique Canada prépare des projections démographiques à l'échelle provinciale jusqu'en 2068, et ce pour divers scénarios. Pour le Nouveau-Brunswick, nous avons eu recours au scénario de « forte croissance » pour la période 2020-2040, avec cependant des ajustements selon la répartition actuelle de la population par groupe d'âge et taux de croissance dans le comté de Queens.
- Nous avons supposé qu'au cours des vingt prochaines années, la plupart des personnes se déplaçant à l'intérieur même du comté seraient en âge de travailler.
- Pour les deuxième et troisième scénarios, c'est-à-dire les scénarios de croissance démographique, nous avons supposé que la quasi-totalité de la croissance nette de la population concernerait les personnes de moins de 45 ans. Le nombre de personnes de plus de 55 ans augmentera de façon significative au cours des vingt prochaines années, mais à partir de la population actuelle.

Scénario 1 : tendance actuelle relative à la population et à la main-d'œuvre

Au cours des dernières années, la population du comté de Restigouche a légèrement baissé (soit de 2,2 % entre 2016 et 2020). Le nombre de personnes âgées de zéro à 55 ans a baissé de 29 % entre 2007 et 2020, alors que le nombre de personnes de 55 ans et plus a augmenté de 32 %.

Statistique Canada publie des projections démographiques jusqu'en 2040, mais seulement à l'échelle provinciale. Si l'on se fonde sur le scénario de « vieillissement rapide » de Statistique Canada pour la province, en l'ajustant en fonction des tendances liées au comté de Restigouche, nous obtenons une projection démographique de base pour les vingt prochaines années, en supposant que les niveaux de migration intraprovinciale et interprovinciale et d'immigration ne changeront pas de façon significative.

Selon ces projections, la population du comté de Restigouche ne devrait diminuer que de 6 % entre 2020 et 2040. La répartition par âge évoluera cependant, car le nombre de personnes de moins de 70 ans devrait baisser au cours de cette période de vingt ans, et le nombre de personnes de plus de 70 ans devrait augmenter de façon significative.

Cette évolution aura des conséquences très importantes sur la main-d'œuvre. Même si la population ne devrait diminuer que de 6 %, le nombre de personnes actives baissera de 32 % (soit environ 4 500 personnes) au cours des deux décennies en question, car de plus en plus de personnes partiront à la retraite, et il n'y aura pas suffisamment de jeunes pour les remplacer.

TABLEAU 2 : ÉVOLUTION ACTUELLE DE BASE DE LA POPULATION ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LE COMTÉ DE RESTIGOUCHE

	2020	2040	VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE	VARIATION ANNUELLE MOYENNE EN POURCENTAGE	ÉCART
Population	30 800	28 900	-6 %	-0,3 %	-1 900
Main-d'œuvre	13 900	9 400	-32 %	-1,6 %	-4 500

Voir les sources et la méthodologie à l'annexe A.

CONSÉQUENCES LIÉES AU SCÉNARIO N° 1

Dans le comté de Restigouche, la forte baisse de la main-d'œuvre aura des conséquences sur les industries « mobiles », comme les entreprises manufacturières, les transports et certains secteurs connexes. Dans le cas de la région de Saint-Quentin/Kedgwick, certaines autres industries sont également mobiles, car les gens peuvent se rendre dans des villes plus grandes pour obtenir des biens et des services, p. ex. à Edmundston ou même à Fredericton). En l'absence d'un nombre suffisant de travailleurs pour le secteur de la vente au détail, les détaillants de la région pourraient par exemple s'installer dans une ville plus grande afin de pouvoir accéder à une main-d'œuvre plus importante, ce qui obligerait les habitants du comté à quitter celui-ci pour pouvoir accéder à certains services.

Outre la production de sirop d'érable dans la région, qui est très importante, Saint-Quentin / Kedgwick compte 11 entreprises manufacturières³ dans divers secteurs, dont le bois (six entreprises) et la fabrication de produits métalliques (trois entreprises). Il y a également 30 entreprises dans le secteur du transport et de l'entreposage, et 28 dans le secteur de la construction. Parmi ces entreprises, beaucoup pourraient aller s'installer ailleurs dans la province ou au pays si elles ne trouvaient pas la main-d'œuvre nécessaire.

Scénario 2 : croissance de la population nécessaire au maintien de la main-d'œuvre actuelle

Selon les projections démographiques, il faudrait que la population du comté de Restigouche augmente de 5 500 habitants au cours des vingt prochaines années (taux de croissance de 17,8 %) pour que la taille actuelle de la main-d'œuvre puisse être maintenue. Il s'agirait d'un taux de croissance significatif que le comté n'a pas connu depuis les années 1970.

³ Entreprises avec des emplois. Source : Statistique Canada, industries canadiennes, juin 2020.

TABLEAU 3 : CROISSANCE DE LA POPULATION NÉCESSAIRE AU MAINTIEN DE LA MAIN-D'ŒUVRE ACTUELLE

	2020	2040	VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE	VARIATION ANNUELLE MOYENNE EN POURCENTAGE	ÉCART
Population	30 800	36 300	+17,8 %	+0,9 %	+5 500
Main-d'œuvre	13 900	13 900	0 %	0 %	0

Voir les sources et la méthodologie à l'annexe A.

CONSÉQUENCES LIÉES AU SCÉNARIO N° 2

Le maintien, au cours des vingt prochaines années, du nombre actuel de personnes actives pourrait entraîner une baisse du nombre de travailleurs pour les industries axées sur les exportations. Il va y avoir un besoin croissant de travailleurs dans le secteur des services, comme les soins à domicile, les soins de santé ambulatoires et d'autres types de service pour la population âgée du comté. Si le nombre de travailleurs reste à 13 900 et qu'une part beaucoup plus importante de la main-d'œuvre travaille dans le secteur des services, il y aura alors moins de travailleurs pour les entreprises de certains secteurs, comme les ressources naturelles, la fabrication, l'aquaculture, les technologies de l'information et d'autres secteurs axés sur les exportations.

Scénario 3 : croissance de la population pour accroître la main-d'œuvre

Le troisième scénario suppose une croissance modeste de la main-d'œuvre dans le comté de Restigouche, c'est-à-dire en moyenne de 0,5 % par an, ce qui représente seulement une croissance annuelle moyenne de la main-d'œuvre de 70 personnes par an pendant les deux décennies en question (pour un total de 1 400 personnes). En raison cependant de la répartition par âge de la main-d'œuvre actuelle, il faudrait que le nombre de jeunes augmente de façon significative pour remplacer les départs à la retraite et pour que l'augmentation nette de 1 400 travailleurs puisse se produire. De façon globale, il faudrait que la population du comté de Restigouche augmente de 9 200 personnes pendant vingt ans (taux de croissance annuel moyen de 1,5 % uniquement pour le nombre de jeunes) pour que la main-d'œuvre connaisse une augmentation annuelle de 0,5 % sur une période de vingt ans.

TABLEAU 4 : CROISSANCE DE LA POPULATION NÉCESSAIRE À L'ACCROISSEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

	2020	2040	VARIATION CUMULATIVE EN POURCENTAGE	VARIATION ANNUELLE MOYENNE EN POURCENTAGE	ÉCART
Population	30 800	40 000	+29,8 %	+1,5 %	+9 200
Main-d'œuvre	13 900	15 300	+10 %	+0,5 %	+1 400

Voir les sources et la méthodologie à l'annexe A.

CONSÉQUENCES LIÉES AU SCÉNARIO N° 3

Dans le comté de Restigouche, l'augmentation de la population en âge de travailler voudrait dire plus d'entrepreneurs potentiels et la possibilité de développer de nouvelles activités dans le tourisme, la transformation d'aliments, d'autres branches de l'industrie manufacturière ainsi que dans certains types de services.

Vers un plan de croissance démographique pour la région de Saint-Quentin/ Kedgwick

Le plan de croissance démographique de la région de Saint-Quentin/Kedgwick devrait comprendre un certain nombre d'éléments, notamment :

Attirer des personnes

Au cours des dernières années, le comté de Restigouche a connu une légère augmentation du nombre d'immigrants, passant d'une moyenne annuelle de 18 personnes de 2010-2011 à 2017-2018, à 45 en 2018/2019 et à 63 en 2019/2020. Le taux d'immigration n'était cependant, en 2019/2020, que de 20 personnes pour 10 000 habitants. Toutefois, afin de pouvoir atteindre le taux de croissance démographique modeste qui est nécessaire au maintien de la population active actuelle, le comté de Restigouche devra probablement attirer chaque année, au cours des prochaines années, environ 130 immigrants pour 10 000 habitants, puis accroître ce nombre pour pouvoir augmenter la population active dans les années à venir⁴. Il s'agirait donc d'accroître le nombre annuel d'immigrants pour passer de 63 en 2019/2020 à au moins 400 par an dans les prochaines années.

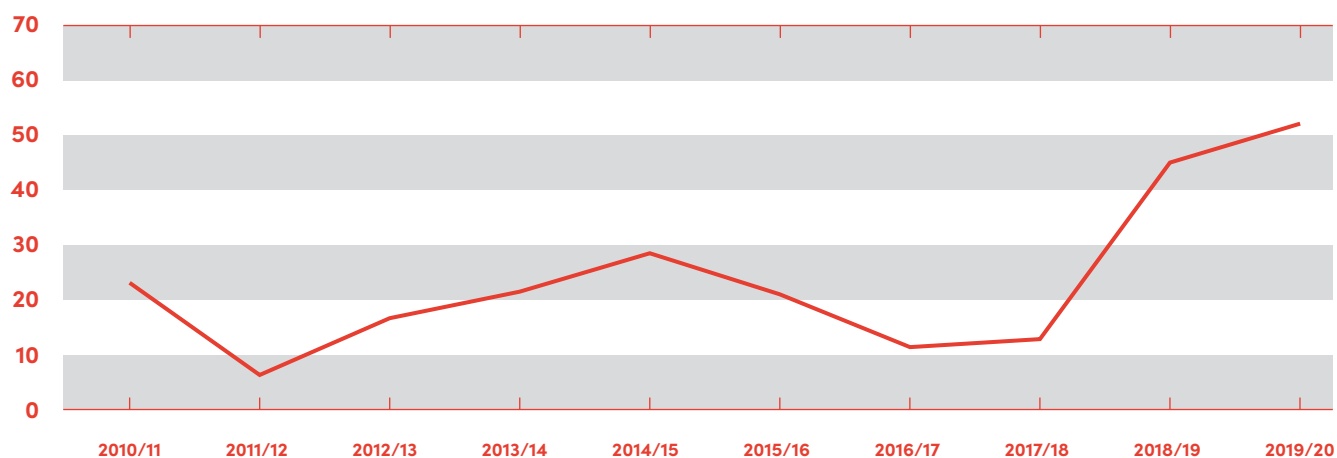


Figure 5 : Immigrants s'établissant dans le comté de Restigouche, par an

Source : Statistique Canada, Tableau 17-10-0140-01.

Afin que le nombre annuel d'immigrants passe de 63 à 400 ou plus, des mesures doivent être prises, et il faut une coopération entre l'industrie et le gouvernement ainsi que des groupes communautaires locaux. À court terme, la détermination des emplois à combler ainsi que de la demande du marché du travail aidera à attirer de nouveaux arrivants et à établir des possibilités entrepreneuriales précises. De plus, la région de Saint-Quentin/

⁴ Étant donné que les immigrants ne resteront pas tous dans la région, le taux d'attraction devra être supérieur à la croissance démographique nette nécessaire.

Kedgwick, le gouvernement provincial et d'autres acteurs devront élaborer ensemble une stratégie d'attraction des immigrants. Il est important que cette stratégie tienne compte des emplois à pourvoir et des possibilités économiques du comté. En ce qui concerne la rétention à long terme des immigrants, il faudra attirer des personnes possédant les compétences nécessaires aux postes à combler et souhaitant occuper de tels postes.

Un nombre suffisant de logements

Au Nouveau-Brunswick, la question du logement va représenter un réel défi. En effet, étant donné que de plus en plus de gens prennent leur retraite (sans quitter le comté), la région de Saint-Quentin/Kedgwick va devoir posséder une offre plus importante de logements à des prix abordables, la plupart des emplois en question n'étant pas associés à des salaires élevés. Le pourcentage maximal habituel consacré au logement, c'est-à-dire 30 % du revenu d'une personne, devrait être ciblé.

Il est de plus important d'avoir un plus grand nombre de logements locatifs, car beaucoup de nouveaux arrivants préfèrent louer plutôt qu'acheter lorsqu'ils s'établissent. En la matière, les petites collectivités sont désavantagées par rapport aux centres urbains ; il serait donc important de cibler cet aspect.

Afin d'illustrer l'ampleur du défi, le nombre annuel moyen de nouveaux logements construits dans la région de Saint-Quentin/Kedgwick est passé d'une moyenne de 40 à 50 par an entre les années 1960 et 2000 à une moyenne de 21 par an depuis. Si la région veut attirer plus de personnes, il faudra des logements pour les héberger.

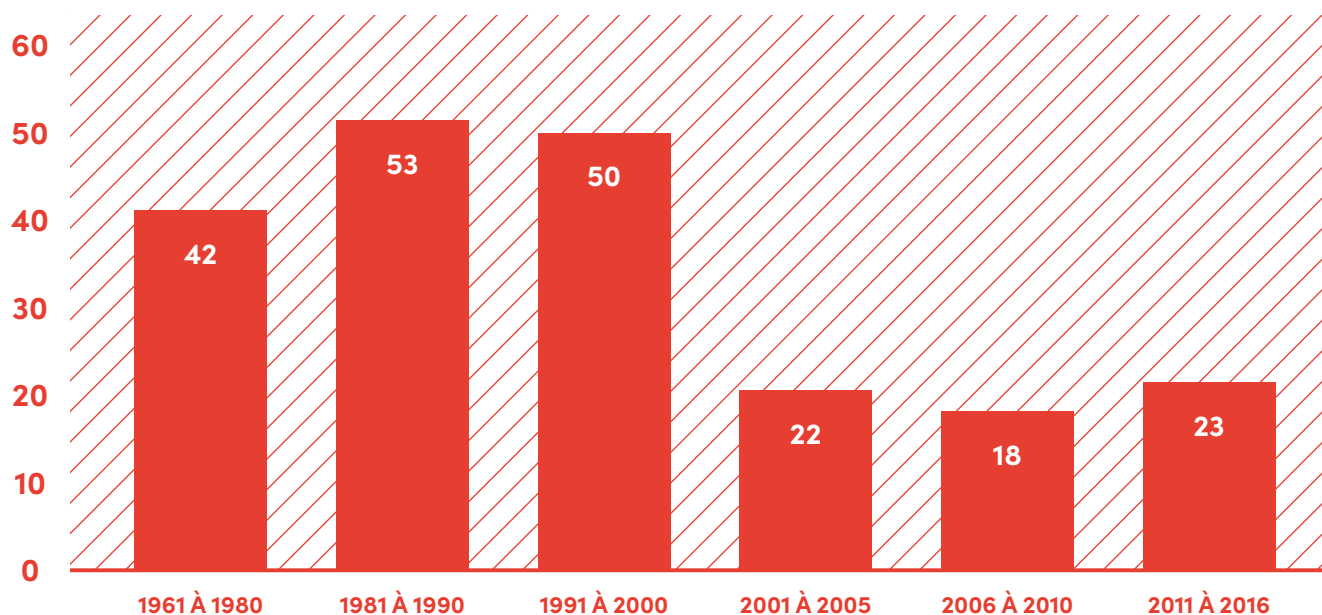


Figure 6 : Nombre annuel moyen de logements privés construits par an, région de Saint-Quentin/Kedgwick
Source : Statistique Canada, recensement de 2016.

Axer les efforts sur la rétention

À long terme, il faut veiller à ce que le plus grand nombre possible de nouveaux arrivants restent dans la région. Cela suppose une bonne intégration dans les différents réseaux (entreprises et sociaux), les écoles locales, les églises, les organisations sportives et récréatives. Les nouveaux arrivants qui arrivent à s'intégrer sont beaucoup plus susceptibles de rester. Les organismes d'aide à l'établissement et de nombreux autres organismes peuvent faciliter une telle intégration.

Conclusion

Il s'agit d'une période très intéressante pour le Nouveau-Brunswick et la région de Saint-Quentin/Kedgwick. Les années à venir offrent en effet aux collectivités de la province la possibilité de se réinventer en développant de nouvelles industries et en attirant une nouvelle population.

Il n'existe aucune raison pour laquelle la région de Saint-Quentin/Kedgwick ne pourrait pas avoir en 2040 une économie plus forte et plus dynamique, une population croissante et des municipalités viables. Le comté de Restigouche est bien placé pour prospérer, mais il doit s'attaquer à la question de la croissance démographique et du maintien de la main-d'œuvre.

Après plus d'une décennie de croissance démographique quasiment nulle, la population du Nouveau-Brunswick a recommencé à augmenter depuis 2016 (soit quelque 26 000 personnes en plus au cours des cinq dernières années). C'est encourageant, mais nous devons faire mieux. Faire en sorte que les petits centres urbains, comme la région de Saint-Quentin/Kedgwick, attirent un nombre suffisamment élevé de personnes pour répondre à la demande en main-d'œuvre sera un des aspects importants qui permettront au Nouveau-Brunswick de prospérer dans les années à venir.

ANNEXE A :

Sources et méthodologie

Projections démographiques pour le Nouveau-Brunswick

Source : Statistique Canada. Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires, de 2018 à 2068

Valeurs de la population : Tableau 17-10-0057-01

Composantes de la croissance : Tableau 17-10-0058-01

Tendances démographiques récentes

Source : Statistique Canada, Tableau 17-10-0139-01

Composantes de l'accroissement démographique, fréquence annuelle

Source : Statistique Canada, tableaux 17-10-0140-01 et 17-10-0136-01

Prévisions relatives aux inscriptions de la maternelle à la 12^e année au Nouveau-Brunswick

Hypothèses relatives au modèle :

- Population de référence des élèves immigrants et étrangers (2018-2019) : Selon Statistique Canada, environ 4 500 élèves immigrants et résidents temporaires étaient inscrits de la maternelle à la 12^e année au Nouveau-Brunswick en 2015-2016 (soit 4,6 % de la population scolaire totale). Il s'agit probablement d'une sous-estimation de l'incidence de l'immigration sur le nombre d'inscriptions de la maternelle à la 12^e année, car les élèves nés de parents immigrants après leur arrivée au N.-B. ne sont pas inclus dans le total. Il se peut également que la date du recensement ait une incidence sur les chiffres liés aux résidents temporaires. Depuis l'année scolaire 2015-2016, 3 900 autres élèves de la maternelle à la 12^e année sont arrivés au Nouveau-Brunswick. Le modèle suppose que les élèves immigrants des 10^e, 11^e et 12^e années depuis l'année scolaire 2015-2016 ont obtenu leur diplôme avant la première année de prévisions (2020-2021).
- Rétention des immigrants : Nous avons supposé que 85 % des immigrants admis chaque année resteraient au Nouveau-Brunswick.
- Âge à l'arrivée : Chaque année, 21 % des nouveaux arrivants sont d'âge scolaire (de la maternelle à la 12^e année), ce qui correspond aux modèles d'immigration actuels (Nouveau-Brunswick).
- Taux de fécondité chez les femmes immigrantes : 2 enfants par femme.

- Répartition des nouvelles naissances après l'arrivée Répartition annuelle égale des nouvelles naissances (en plus de ceux qui arrivent comme enfants) sur une période de six ans après leur arrivée (il est supposé que certaines femmes commenceront à avoir d'autres enfants immédiatement, mais qu'il faudra six ans à partir de l'année d'immigration pour que tous les enfants des femmes arrivant au cours de l'année voient le jour).
- Âge à l'entrée à l'école Tous les nouveaux enfants commenceront à fréquenter l'école à 5 ans.
- Prévission de base du nombre d'élèves de la maternelle à la 12^e année
 - Base – nombres d'inscriptions en 2018-2019 (source : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance)
 - Nombre prévu d'inscriptions au cours des années suivantes, à partir des prévisions de croissance faible de Statistique Canada : prévisions de croissance faible de la croissance démographique selon l'âge au cours de la période de prévision.
 - Cela exclut la population de nouveaux immigrants prévue à partir de 2020-2021. On a supposé que la répartition selon l'âge (de 5 à 17 ans) serait la même chaque année pour les nouvelles cohortes d'immigrants tout au long de la période de prévision.
- Le modèle comprend une estimation de 700 élèves étrangers par an.

NOUVELLES CONVERSATIONS

2.0

Économie
Immigration
Communautés

Saint-Quentin / Kedgwick en 2040



CONSEIL
MULTICULTUREL DU
NOUVEAU-BRUNSWICK



Atlantic Canada
Opportunities
Agency

Agence de
promotion économique
du Canada atlantique

Canada

New Brunswick